

L'an deux mille vingt-trois, le 18 décembre à 18h,

Le conseil municipal de la commune LES DEUX ALPES, dûment convoqué le 14 décembre 2023, a tenu une réunion en session ordinaire, sous la présidence de M. Stéphane SAUVEBOIS.

Présents : Stéphane SAUVEBOIS, maire,

Stéphanie DEBOUT, Eric HAZAK, Jocelyne MARTIN, Laurent CAIOLO SERRA, Delphine VAZEUX, Adjoints,

Michel MARTIN, maire délégué de Venosc,

Philippe PRIMATESTA, maire délégué de Mont de Lans,

Jean-Noël CHALVIN, Brigitte MANIN, Florence BEL, Virginie DUMONT, Angélique AGUILAR, Estelle FAURE,

Louise TEXIER LELONG, Mélanie FIAT, Etienne DRUMAIN, Romain CHARREL, Simon LAVAUD, Agnès

ARGENTIER, Stéphane GALLAND, conseillers municipaux.

Absent : Xavier Sillon

Pouvoir : Cécile Neyraud a donné son pouvoir à Agnès Argentier

Secrétaire de séance : Angélique AGUILAR

Monsieur le Maire ouvre la séance et présente le pouvoir de Cécile Neyraud qu'elle donne à Agnès Argentier.

Puis il soumet à l'avis de l'assemblée, les procès-verbaux des séances du 6 octobre 2023, 24 octobre 2023 et 21 novembre 2023. Ceux-ci n'appelant pas de remarques particulières sont approuvés à l'unanimité.

Il propose de retenir la candidature d'Angélique Aguilar aux fonctions de secrétaire de séance.

Monsieur le Maire porte à la connaissance de l'assemblée, les décisions qu'il a prises dans le cadre de la délégation consentie par le conseil municipal.

Décision n° 2023-220 : Location d'un local à Mme Véronique Busolini

Décision n° 2023-221 : convention d'occupation temporaire du domaine public pour le RISE FESTIVAL

Décision n° 2023-222 : convention occupation précaire local La Molière au profit de M. Oriol

Décision n° 2023-223 : contrat de location à Mme Lise Rintaud

Décision n° 2023-224 : contrat de location à Mme Coralie Montagnon

Décision n° 2023-225 : convention de location de parking à M. Grimal

Décision n° 2023-226 : convention de location de parking à M. Dru

Agnès Argentier revient sur la question relative à la convention du Rise Festival qui était initialement inscrite à la dernière séance du conseil municipal, puis a finalement été retirée et souhaite en connaître la raison.

Monsieur le Maire précise que la convention a finalement été signée dans le cadre des délégations de fonctions consenties par le conseil municipal qui l'autorise à l'alinéa 2, de fixer les tarifs des droits de voirie et d'une manière générale, les droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal. C'est la décision n° 2023-221.

Il poursuit la séance avec les questions soumises au vote de l'assemblée qui feront l'objet d'une délibération.

Délibération n° 2023-227

Objet : Abrogation de la délibération n° 2023-104 arrêtant le projet de RLP

Delphine Vazeux rappelle à l'assemblée qu'un premier projet de règlement local de publicité a été arrêté en conseil municipal du 31 mai 2023, dernière séance de la mandature de M. Aubert.

Ce sont ensuite tenues des élections municipales, le 18 juin 2023, impliquant un changement d'équipe municipale.

S'agissant d'un projet impactant pour les acteurs économiques du territoire et le cadre de vie des bi-alpins, le nouveau conseil municipal a souhaité disposer d'un temps d'appropriation et de réexamen du projet de règlement local de publicité.

Les éléments issus de la concertation ont en effet soulevé des questionnements sur la visibilité des commerces situés en dehors des rues passantes, le fléchage des restaurants d'altitude, la liberté des commerçants à utiliser le mobilier de terrasse de leurs distributeurs partenaires.

Il semble également nécessaire de :

- permettre un éventail plus large de dispositifs de publicité, dans le respect d'une esthétique et d'une identité montagne,
- réfléchir à la visibilité des activités proposées en bas de pistes,
- préciser les normes techniques portant sur les seuils de luminance des enseignes lumineuses afin d'en limiter les nuisances.

Delphine Vazeux passe la parole à Sophie Magnin. Elle confirme qu'il s'agit de prendre un temps de réflexion pour avoir une meilleure visibilité des commerces, qu'il s'agit aussi d'intégrer les activités des commerces du bas des pistes, été comme hiver. L'objectif est de reprendre les échanges.

Pour toutes ces raisons et afin de pouvoir retravailler le règlement, il est nécessaire d'abroger la délibération n° 2023-104 du 31 mai 2023 arrétant le projet de règlement local de publicité.

Monsieur le Maire rappelle l'urgence de ce dossier. La commune doit en fixer les règles pour que le RLP entre en vigueur avant le prochain transfert de cette compétence à la Communauté de communes de l'Oisans. L'assemblée est invitée à procéder au vote et à l'unanimité des présents, approuve l'abrogation de la délibération n° 2023-104 et décide de poursuivre les modalités de concertation.

Délibération n° 2023-228

Objet : Règlement intérieur du conseil municipal

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que depuis la loi relative à la démocratie de proximité, les conseils municipaux des communes de plus de 1000 habitants ont l'obligation d'établir leur règlement intérieur dans les 6 mois qui suivent leur installation.

Le projet de règlement ayant été adressé aux conseillers, Monsieur le Maire demande s'il y a des remarques.

Stéphane Galland revient sur la charte de l'élu local, notamment les éléments de portée éthique qui ont été ajoutés.

Il estime que la charte et les engagements complémentaires qui y ont été adjoints n'ont pas de valeur juridique.

Monsieur le maire précise qu'il s'agit plutôt d'engagements pour apporter une valeur éthique, attendue de chaque membre du conseil municipal.

Article 3 – Accès aux dossiers

Stéphane Galland souligne qu'avec une séance se tenant un mardi, l'accès aux dossiers trois jours avant la séance, aux heures ouvrables de la mairie, sera très limité, notamment parce que la mairie est fermée le week-end. Il demande d'y avoir accès pendant les jours ouvrables.

Monsieur le Maire rappelle que la convocation et ses annexes sont adressées trois jours francs avant la réunion du conseil municipale et que c'est le minimum légal précisé à l'article L.2121-11 du CGCT.

Il n'y aura donc pas de changement et les dossiers seront adressés aux conseillers comme actuellement, avec la convocation

Article 10 – Accès et tenue du public

Stéphane Galland est surpris par la formule « Aucune personne autre que les membres du conseil municipal ou de l'administration municipale ne peut pénétrer dans l'enceinte du conseil sans y avoir été autorisé par le président ».

Il demande à faire supprimer le mot « enceinte ».

Monsieur le Maire précise que l'enceinte ne fait pas uniquement référence à la salle mais plutôt à la table du conseil municipal, où seuls les conseillers municipaux sont autorisés à siéger.

Article 16 - Suspension de séance

Stéphane Galland demande de quelle façon est prise la décision pour une demande de suspension de séance.

Monsieur le Maire précise que c'est à lui de statuer après avoir demandé l'avis à l'assemblée

Article 21 – Expression politique dans le bulletin municipal des conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale

Stéphane Galland demande un droit d'expression sur la page internet.

Monsieur le Maire confirme que le Règlement Intérieur du conseil municipal fixe bien le cadre pour les élus d'opposition mais uniquement sur le bulletin municipal.

A la question de M. Galland qui souhaite savoir si un bulletin municipal de mi-mandat est prévu, Monsieur le Maire répond qu'avec son élection récente et déjà à mi-mandat, cela ne lui paraît pas opportun. En revanche, il est disposé à apporter toutes informations que souhaiterait M. Galland.

Le conseil municipal, à l'unanimité, approuve le règlement intérieur du conseil municipal.

Délibération n° 2023-229

Objet : Engagement, liquidation et mandatement des dépenses d'investissement dans l'attente du vote du budget primitif

Eric Hazak donne lecture du projet de délibération. Il s'agit d'autoriser le Maire à engager les dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif 2024, à hauteur de 25% des prévisions budgétaires 2023 (hors Reste à Réaliser).

Suite à la question d'Angélique Aguilar qui se demande si cette décision aura une incidence sur l'Office du tourisme, il est précisé que la délibération ne concerne que l'investissement et que par conséquent, il est tout à fait possible de payer les dépenses de fonctionnement.

Agnès Argentier constate l'absence de décision modificative pour le projet de retenue collinaire de la Mura. Il lui est précisé que tous les crédits ont été retirés avec l'approbation des autorisations de programmes.

Elle revient sur les rumeurs qui circulent à propos de ce dossier.

Monsieur le Maire confirme que la demande d'autorisation environnementale a été rejetée par la préfecture qui considère que le dossier est incomplet.

Il est malgré tout prévu de poursuivre avec le lancement de nouvelles études.

L'assemblée, après en avoir délibéré, à l'unanimité, autorise Monsieur le Maire à engager les dépenses d'investissement à hauteur de 25 % des prévisions budgétaires 2023.

Délibération n° 2023-230

Objet : Adoption d'un protocole transactionnel et d'une convention de séquestre avec Deux Alpes Loisirs

Monsieur le Maire expose à l'assemblée qu'afin de mettre un terme définitif aux litiges contentieux qui oppose la commune à la société Deux Alpes Loisirs et pour finaliser l'acquisition par la commune de plusieurs biens immobiliers appartenant à la société Deux Alpes Loisirs, les Parties sont finalement parvenues à un accord amiable.

A ce titre, en contrepartie de l'abandon réciproque par chacune des Parties de toute instance en cours ou à venir en lien avec la résiliation des contrats de concession, la procédure d'attribution du nouveau contrat de délégation de service et l'adoption de l'avenant n°1 à ce contrat, les Parties ont pris les engagements suivants :

- ↪ Acquisition par la commune, dans les trois mois suivant la signature du protocole, à hauteur d'une somme globale de 453 608 €, des parties non constitutives de biens de retour des parcelles déjà indemnisées pour leurs parties biens de retour en application du jugement n°s 2000609, 2104086 et 2202223 du TA de Grenoble (hors la parcelle cadastrée AH 180) ;
- ↪ Acquisition par la commune, dans les trois mois suivant la signature du protocole, pour un montant de 1 146 392 € du volume 200 du terrain et du bâtiment supportant la piscine et la patinoire (parcelle AL 527) qui sont des biens propres ;
- ↪ Acquisition par la commune, dans les trois mois suivants la signature du protocole, pour un montant de 7 086,10 €, de la parcelle AL345 appartenant à la société DAL ;

- ↪ Acquisition par la commune, dans les dix-huit mois suivants la signature du protocole, à hauteur d'une somme globale de 298 853,48 € d'une série de parcelles dispersées sur le territoire de la commune appartenant en propre à la société DAL ;
- ↪ Paiement par la société Deux Alpes Loisirs, dans les douze jours suivant la réception du titre exécutoire correspondant et au plus tôt le 20 décembre 2023, d'une somme de 204 000 € correspondant au solde restant dû au titre du remboursement des taxes foncières. Les Parties ayant acté du paiement de la somme de 340 000 € par compensation avec les sommes dues par la commune de Les Deux Alpes au titre de l'exécution du jugement n°s 2000609, 2104086 et 2202223 du TA de Grenoble.

Dans le cadre de la discussion de ce protocole, la société DAL a par ailleurs demandé que la somme globale d'1,6 millions d'euros à verser par la commune au titre de l'acquisition, sous trois mois, des fractions de parcelles non constitutive de biens de retour et du volume 200 de la parcelle AL 527 puisse être consignée, sous forme de séquestre auprès du notaire chargé des actes de vente, le temps nécessaire à la réitération desdites ventes convenues en application du protocole.

Une convention de séquestre désignant Me Laurent Magnin en tant que séquestre a donc été préparée à cet effet.

Monsieur le maire revient sur les échanges avec Antoine Pirio qui a été très satisfait de pouvoir renouer le dialogue avec la commune, ce qui a permis d'aboutir au présent protocole. Malgré tout, ces négociations ont été difficiles et compliquées ces 5 derniers mois. Il précise que l'objectif était de traiter l'achat de la piscine, de la patinoire et du terrain crèche/garderie. Il ajoute qu'en contrepartie, la société DAL et la commune, se sont engagées à retirer l'ensemble des procédures contentieuses.

Par ailleurs, la société DAL a également accepté la vente de biens propres pour 298 853,48 € qui viennent en sus du reste, à l'exception d'une parcelle, secteur Vallée Blanche, dont elle ne veut pas se dessaisir. Il rappelle qu'en sus de la piscine patinoire, certaines parcelles étaient indispensables pour la commune.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée de l'autoriser à signer le protocole et déposer les sommes sous séquestre pour s'assurer du paiement. Il veut rapidement engager des travaux sur la piscine et la patinoire pour la réhabiliter dans les délais les plus rapides possibles.

Stéphane Galland félicite le maire et demande si le protocole a été rédigé entre les parties et revient sur l'article 7 – Engagement de la société Deux Alpes Loisirs qui précise au deuxième paragraphe :

« par exception à ce qui précède, il est convenu que le protocole n'a ni pour objet, ni pour effet, d'interdire à la société DAL de réclamer l'indemnisation de son préjudice aux personnes qui feraient le cas échéant, l'objet d'une condamnation pénale en lien avec l'attribution à SATA Group du nouveau contrat DSP »

Monsieur le maire confirme le retrait de la procédure en Appel mais la société DAL tenait à préserver ses intérêts au civil si quelqu'un était condamné dans une procédure pénale.

Cette phrase n'était pas indispensable mais il a concédé de la laisser dans le protocole.

Agnès Argentier revient sur la servitude de non aedificandi et pense que la piscine restera non couverte.

Monsieur le Maire confirme que la servitude est maintenue. Le plus important est de rouvrir le plus rapidement possible sans apporter d'importantes modifications.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, l'assemblée délibérante approuve la signature du protocole d'accord avec la société Deux Alpes Loisirs ainsi que la convention de séquestre.

Délibération n° 2023-231

Objet : Contrat MC2 Grenoble pour la coréalisation du spectacle « Le Jour J de Mademoiselle B »

Rapporteur : Monsieur le Maire

Ce contrat de coréalisation traduit un partenariat entre les 2 Alpes et la MC2 de Grenoble, établissement public culturel de la métropole de Grenoble, qui promeut et soutient la création artistique et les artistes locaux ou

nationaux et diffuse le spectacle vivant (théâtre, musique, cirque, danse...) sur l'ensemble de son territoire et même au-delà. Sa programmation comprend plus de 80 spectacles pour la saison 2023-2024.

Grâce à ce partenariat la commune bénéficie d'un spectacle pris en charge financièrement en totalité par le producteur et bénéficiera même d'une partie des recettes fixée à 50% du montant des entrées au-delà du minimum garanti de 720 euros prévu dans la convention.

Mademoiselle b est un spectacle jeune public (dès 8 ans) qui sera présenté en ouverture de la saison culturelle, demain soir (mardi 19 décembre) à 20h00 au palais des sports (entrée au tarif unique de 9euros).

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal approuve la signature d'un contrat de coréalisation avec la MC2 Grenoble.

Délibération n° 2023-232

Objet : Cinéma Le Slalom - Attribution du contrat de concession

Rapporteur : Monsieur le Maire

Suite à la procédure de consultation pour l'attribution d'un contrat de Délégation de service public pour l'exploitation du cinéma municipal Le Slalom, un seul candidat à répondu.

Il s'agit de la société MC4 Distribution, précédant gérant dudit cinéma pour le compte de l'OT

Le délégataire aura pour mission non seulement d'assurer la gestion du cinéma mais aussi de construire et proposer une programmation de qualité en concertation avec la collectivité.

La programmation :

Cette programmation se voudra à la fois grand public et adaptée au projet culturel et patrimonial de la collectivité (concert, opéra, documentaire, diffusion de spectacle jeune public...)

MC4 Distribution s'engage dans son offre à programmer 4 films nouveaux pour 10 films différents par semaine et pas moins de 40 sorties nationales par an.

Il proposera des films en rapport avec les événements de la commune et sera également force de proposition pour répondre aux demandes de la collectivité pour l'organisation de séances en plein air.

L'élaboration et le déploiement de la programmation seront par ailleurs adaptés à la « saisonnalité » de la station.

En d'autres termes le candidat s'est engagé à déployer une programmation maximale pour les saisons (hiver et été), et moyenne pour les ailes de saisons (Toussaint et mois de mai). Concernant les intersaisons (et même les ailes de saisons), vu le peu d'affluence sur la commune et les contraintes de personnel, il a été convenu avec le candidat une modulation des jours et ouvertures du cinéma selon le besoin.

Les tarifs proposés tiennent compte des attentes exprimées par la collectivité dans son cahier des charges, et réitérées par la commission de délégation de service public, de manière à renforcer l'accessibilité du cinéma à toutes les couches sociales de notre commune :

- 8 euros la place pour un tarif normal
- 5 euros en tarif réduit pour les étudiants, les moins de 14 ans, les demandeurs d'emploi, les retraités.
- 7 euros pour les CE
- 4,50 euros en tarif réduit pour le centre de loisirs, avec gratuité pour les accompagnateurs
- 3 euros en tarif réduit pour les écoles, avec gratuité pour les accompagnateurs
- Et 4.50 euros en tarif scolaire réduit pour les choix hors dispositif, toujours avec gratuité pour les accompagnateurs

Concernant les conditions financières, le délégataire tirera sa rémunération exclusivement de la gestion du service délégué. Il faut toutefois noter qu'il s'agit d'un service généralement déficitaire sur des communes comme la nôtre.

Il est porté à la connaissance de l'assemblée qu'en cas de résultat d'exploitation annuel déficitaire, le déficit sera compensé par la commune. A ce titre, le délégataire a mentionné dans son CEP un déficit annuel prévisionnel de 22 000 €.

Il est proposé à l'assemblée d'approuver le choix de la société MC4 Distribution comme attributaire du contrat pour assurer la gestion à l'année du cinéma municipal, sous forme d'une délégation de service public, pour une durée de 3 ans.

Avant de procéder au vote, l'assemblée demande la création d'un nouveau tarif destiné aux seniors et aux Personnes à Mobilité Réduite et accompagnateur.

Monsieur le Maire précise qu'il ne prend pas part au vote.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, l'assemblée décide d'attribuer le contrat de délégation de service public pour la gestion du cinéma Le Slalom à la société MC4 Distribution.

Délibération n° 2023-233

Objet : SARL SOLIHA Immobilier - Convention d'assistance au service logement

Jocelyne Martin expose à l'assemblée que depuis plusieurs années, le service logement bénéficie d'une assistance technique et d'un appui juridique proposés par la SARL SOLIHA IMMOBILIER qui dispose d'une expérience en matière d'assistance aux collectivités locales pour les questions liées à la gestion locative du patrimoine communal et aux logements des saisonniers.

Pour continuer à bénéficier de cette assistance, la commune souhaite renouveler la convention qui arrive à échéance au 31 décembre 2023.

Le montant annuel forfaitaire de la prestation s'élève à 2500 € HT auquel s'ajoute le remboursement aux frais réels du coût d'établissement des attestations de collaborateurs par la CCI de Grenoble, soit 50 euros par attestation.

Le conseil municipal approuve, à l'unanimité, le renouvellement de la convention susvisée.

Délibération n° 2023-234

Objet : Maison de Santé - Convention d'objectifs pour le maintien de l'accès aux soins médicaux

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que le maintien de l'offre de soin sur le territoire de la commune Les Deux Alpes est un enjeu primordial pour tous, habitants, touristes, socio professionnels.

Depuis le départ des Docteurs Joly et Bernard, la couverture médicale est uniquement assurée par le Docteur Pierre Yves Martins, seul médecin généraliste installé sur la commune dont la population permanente et touristique oscille entre 2 000 locaux et 40 000 touristes en haute saison.

De plus, bien que la commune soit considérée commune rurale, elle est aussi support de station de montagne, avec un domaine skiable dont l'activité de sports de glisse génère une traumatologie élevée, ce qui nécessite de renforcer la présence médicale.

Malgré les difficultés colossales rencontrées (locaux non adaptés aux besoins de santé, besoins de suivi de la population locale, besoins de gestion des urgences et absorption de la traumatologie, permanence des soins, gestion de la maison médicale et de la MSP, création de la SISA etc...) et les dérogations indispensables à la poursuite de l'exercice (dérogations ordinales pour permettre l'augmentation du nombre de médecins assistants, dérogations auprès de l'ARS pour permettre la poursuite de l'action de la MSP avec un seul médecin aux commandes etc...), deux jeunes médecins, ont souhaité s'installer cette année, sous réserve de l'amélioration de l'attractivité du projet.

Pour pérenniser cette présence et comme le permet l'article L2251-3 du CGCT :

« Lorsque l'initiative privée est défailante ou insuffisante pour assurer la création ou le maintien d'un service nécessaire à la satisfaction des besoins de la population en milieu rural ou dans une commune comprenant un ou plusieurs quartiers prioritaires de la politique de la ville, la commune peut confier la responsabilité de le créer ou de le gérer à une association régie par la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ou à toute autre personne ; elle peut aussi accorder des aides, sous réserve de la conclusion avec le bénéficiaire de l'aide d'une convention fixant les obligations de ce dernier »

la commune et les professionnels de la Maison Médicale ont souhaité ensemble s'engager pour pérenniser l'offre de soins.

A cet effet, il est proposé que les engagements respectifs de chacun soient formalisés sous la forme d'une convention d'objectifs.

La collectivité s'engage à attribuer une aide financière à hauteur de 100 000 €, à lancer des études pour la création d'une Maison de santé site unique ou encore mettre à disposition un local d'accueil supplémentaire pour permettre l'exercice des fonctions des médecins dans les meilleures conditions.

Les professionnels de santé s'engagent de leur côté à assurer une permanence et une continuité de soin tout au long de l'année, à assurer le maintien pour 5 ans de différents professionnels, à présenter un rapport d'activité annuel et à communiquer les documents de gestion financière de la structure, en toute transparence, comme demandé dans le cadre réglementaire.

Florence Bel demande s'il y a des kinésithérapeutes dans la MSP. Monsieur le Maire confirme que les médecins ont pris l'engagement des recrutements.

Le conseil municipal, à l'unanimité, approuve de conclure la convention d'objectifs susvisée.

Délibération n° 2023-235

Objet : Modification des règles d'attribution des chèques-déjeuner

Monsieur le Maire expose à l'assemblée qu'il a souhaité accéder à la requête présentée par le CST pour obtenir la revalorisation de la valeur faciale du chèque déjeuner et pour modifier la participation de la collectivité.

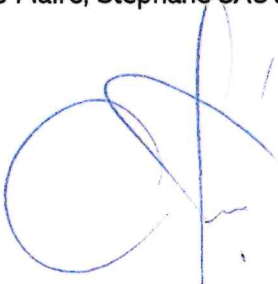
La présente délibération a pour objet de modifier les modalités d'attribution des chèques déjeuners afin d'augmenter le pouvoir d'achat des agents.

Il est proposé d'augmenter la valeur faciale du chèque déjeuner de 5,50€ à 8€ et de modifier la participation de la collectivité de 50% à 60%.

Après avoir été invitée à procéder au vote, à l'unanimité, l'assemblée approuve les modifications susvisées pour l'attribution des chèques déjeuner.

L'ordre du jour terminé, Monsieur le Maire lève la séance à 19h04.

Le Maire, Stéphane SAUVEBOIS



Angélique AGUILAR, secrétaire de séance

